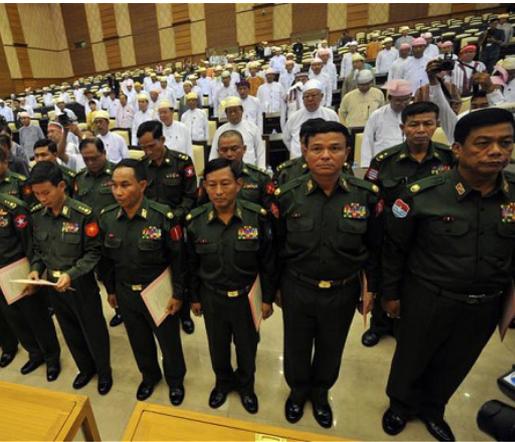


LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS



Le Parlement au mois de novembre: condamnation, refus d'amender la constitution et hausse des salaires

- Le Parlement a adopté une motion condamnant la décision américaine d'ajouter d'Aung Thaung à la liste des personnes visées par des sanctions individuelles aux Etats-Unis. Aung Thaung, membre de la chambre basse du Parlement, est accusé d'avoir volontairement sapé les réformes, perpétuant ainsi la violence et la corruption en Birmanie.
- Le 18 novembre, lors d'une conférence de presse à Nay Pyi Daw, Shwe Mann, le porte-parole du Parlement, a annoncé qu'aucun amendement constitutionnel ne pourrait être approuvé avant les élections de 2015.
- Le Parlement a approuvé une loi pour augmenter les salaires des membres du Parlement de 200 à 400%, soit de 300 000 Kyat (300 US\$) à un montant allant de 1 million (1000 US\$) à 1,6 million (1600 US\$) de Kyat.

Les manifestations des étudiants contre la Loi de l'Éducation Nationale s'intensifient

Des centaines d'étudiants sont descendus dans les rues de Rangoun, et dans une moindre mesure de Mandalay, pour s'opposer à la loi sur l'Éducation Nationale, approuvée par le Parlement le 26 septembre. Pendant 4 jours, entre 300 et 500 étudiants se sont rassemblés pour dénoncer l'absence de protection des syndicats étudiants, le manque d'indépendance des institutions éducatives, et les lacunes de l'enseignement en langue ethnique. Ces manifestations reflètent une fois encore, la méfiance des étudiants face à un régime qui a toujours délaissé le système éducatif. Le dernier jour de la manifestation, les étudiants ont lancé un ultimatum au régime en lui donnant 60 jours pour négocier les modifications de la loi.

Le Parlement et les forces de sécurité de l'Arakan prennent les Rohingyas pour cible

Le 19 novembre, le parlement de l'Arakan a approuvé la proposition de bâtir des « villages ethniques » pour les arakanais bouddhistes, dans les villes de Buthidaung et Maungdaw qui sont habitées à 90% par des Rohingyas musulmans. Au mois de novembre les forces de sécurité arakanaises ont continué de perpétrer des violations des droits de l'homme contre les Rohingyas. Un homme de 60 ans a été battu à mort après s'être interposé contre le viol d'une petite fille, la police frontalière a arrêté arbitrairement 12 Rohingyas dans une mosquée et a ouvert le feu le lendemain sur des Rohingyas qui tentaient de les empêcher d'arrêter, sans raison, un homme de leur village.

Le régime profite du trafic des Rohingyas qui fuient le pays

Fortify Rights a dénoncé les revenus que les forces de sécurité tirent du trafic des Rohingyas dans l'État d'Arakan. Depuis 2012, elles extorquent de l'argent aux demandeurs d'asile en échange de leur transfert sur des navires de traite sur le golfe du Bengale, et exigent des réseaux criminels, qui accueillent les Rohingyas, qu'ils payent des taxes. Malgré le risque continu d'extorsion et d'arrestation, près de 19 000 personnes ont fui l'Arakan depuis le 15 octobre. Pourtant, le régime continue de nier la gravité de la situation. Le président Thein Sein a déclaré que cette affaire était exagérée et que les histoires de fuites, relatées dans les médias, n'étaient qu'une tentative pour affaiblir le régime.



Une marche des fermiers de Nattalin contre le détournement des terres

Quelques 200 fermiers de la Division Pegu ont marché dans les rues de Nattalin pour dénoncer la confiscation puis le détournement de leurs terres par les autorités locales. Près de 225 hectares appartenant à 123 fermiers auraient été confisqués en 1991 par l'armée Birmane. Certains militaires avaient récemment accepté de rendre les parcelles de terre à leur propriétaire d'origine mais les autorités locales, chargées d'assurer ces retours, ont vendu ou loué les terres à d'autres. Malgré l'autorisation préalable délivrée par la police locale, les manifestants ont subi à plusieurs reprises les menaces de retombées judiciaires pour avoir, prétendument, selon la police, dépassé le temps ou les termes de l'autorisation de manifester.



Trois hauts fonctionnaires impliqués dans des crimes de guerre et contre l'humanité

Le 6 novembre, la faculté de droit d'Harvard a publié un article sur les forces armées birmanes intitulé "Crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans la Birmanie orientale". Il relate comment les forces armées birmanes se sont rendues responsables de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre en affrontant l'Armée Karen de Libération Nationale à Thandaung, entre janvier 2005 et décembre 2006. L'article apporte des preuves suffisantes pour incriminer trois hauts fonctionnaires et officiers en charge de l'attaque de Thandaung : l'actuel ministre des affaires intérieures Maj Gen Ko Ko, l'actuel dirigeant des Opérations Spéciales, Brig Gen Khin Zaw, Oo, et Brig Gen Maung Maung Aye. Ce rapport prouve également que :

- Les troupes armées ont directement visé les civils à travers des actions systématiques dont le but était de déblayer les régions contrôlées par l'AKLN et de provoquer des déplacements de population.
- Elles ont délibérément bombardé des villages, des champs, et des camps de réfugiés ; tiré sur des civils ; détruit des foyers ; miné la région, provoquant la fuite de dizaines de milliers de personnes ; et enfin, exécuté, torturé et réduit des civils en esclavage.
- Elles contrôlaient les différents moyens d'information et les communiqués montrent que les officiers étaient très probablement au courant des crimes de guerre commis par les soldats .

Les attaques des forces armées birmanes dans l'Etat Kachin compromettent le processus de paix



L'armée birmane a mis en exécution sa menace d'attaquer le territoire contrôlé par l'Armée pour l'Indépendance Kachin (KIA) le 19 novembre, en lançant une bombe sur une académie militaire de la KIA. L'attaque a eu lieu à proximité d'un camp de déplacés internes et a provoqué la mort d'un civil et de vingt-trois élèves officiers de différentes armées ethniques. En avril, le général Gun Maw, numéro deux de la KIA, avait déclaré que le nombre de morts dans les rangs de la KIA s'élevait déjà à 280 depuis la reprise des hostilités en 2011. Le Ministre pour la Sécurité des Frontières de l'État Kachin, Col Than Aung, a expliqué que l'attaque était « involontaire » mais qu'elle avait pour but d'« envoyer un avertissement » à la KIA. L'Organisation pour l'Indépendance Kachin (KIO) a déclaré de son côté que l'attaque était « délibérée » et qu'elle prouvait que le processus de paix était « mort ».

Le National Council of the Union of Burma (UNFC), une coalition d'organisations armées ethniques a précisé que l'attaque était « un réel obstacle » pour le processus de paix. Au mois de novembre, au moins 13 autres attaques ont visé le territoire kachin.

LES CHIFFRES DU MOIS



Selon l'Organisation Arakan Project, les violences et les politiques discriminantes ont poussé

plus de **100 000** Rohingyas à fuir la Birmanie ces deux dernières années.

Plus de **80%** des 7 millions d'habitants de Rangoun n'ont pas de comptes bancaires, selon un sondage de la société de recherches et de conseils Thura Swiss.



Il y avait **384 037 esclaves** en 2013 en Birmanie selon une cartographie de Courrier International. Ce chiffre inclut le travail et la prostitution forcés, les enfants-soldats ou contraints au mariage, les domestiques asservis, etc.

Selon le vice-ministre des finances de la Birmanie, les entreprises américaines enregistrées à Singapour afin de détourner les sanctions sur le pays, ont permis à la Cité-État de devenir **le Premier investisseur** en Birmanie, surpassant ainsi la Chine.



LES FOCUS DU MOIS

LE GOUVERNEMENT BIRMAN N'ACCORDERA PAS LA CITOYENNETÉ AUX ROHINGYAS SANS PRESSIONS INTERNATIONALES

Lors d'une conférence de presse le 12 novembre à l'occasion du sommet ASEAN à Naypyidaw, le Secrétaire Général Ban Ki-moon a souligné la gravité du problème humanitaire des personnes déplacées internes dans l'État d'Arakan. Il a demandé au régime birman de prendre position contre les incitations à la haine et aux violences et d'accorder la pleine nationalité aux Rohingyas qui peuvent prétendre au statut de citoyen.

Le régime a immédiatement condamné les remarques du Secrétaire Général. Le 13 novembre, Maung Maung Ohn, premier ministre d'Arakan, lui a envoyé une lettre critiquant son utilisation du nom Rohingya. Ban Ki-moon a aussitôt rejeté ce commentaire. Après avoir rencontré séparément le président Thein Sein et le porte-parole du parlement, Shwe Mann, il a précisé à la presse que s'attarder sur l'utilisation du terme « Rohingya » n'était pas nécessaire, et que cela pouvait « favoriser une stigmatisation déjà bien ancrée ». Il a également affirmé que les Nations Unies étaient prêtes à soutenir l'implantation du très controversé "Plan d'Action de l'État Rakhine". Ses propos sont toujours condamnés.

Le 14 novembre, le parlement birman a approuvé une motion condamnant l'utilisation du mot Rohingya par le secrétaire général des Nations Unies. Par ailleurs, le 23 novembre, des milliers de personnes dans l'État d'Arakan ont participé aux manifestations approuvées par le régime, contre les propos tenus le 12 novembre par le secrétaire général des Nations Unies.

Une semaine plus tard, le Sénat américain a adopté une résolution appelant le gouvernement birman à répondre de façon non discriminatoire et globale aux besoins de paix, d'harmonie et de développement de l'État d'Arakan, en appliquant de façon juste et équitable l'État de droit. Le lendemain, la commission des droits de l'homme de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution appelant la Birmanie à accorder la nationalité birmane à la minorité musulmane apatride des Rohingyas.

À moins d'un an des élections législatives, il semble toutefois que le régime n'ait aucune intention d'accorder la pleine citoyenneté aux Rohingyas. Le gouvernement birman s'appuie en effet sur les tensions interreligieuses pour diviser le peuple, affaiblir l'opposition, légitimer le poids des militaires et se positionner comme le défenseur du peuple birman. Sous le régime actuel et sans sanctions internationales, les 800 000 Rohingyas de Birmanie resteront apatrides.



**LA VISITE TRÈS ATTENDUE DE BARACK OBAMA EN BIRMANIE :
UN ÉCHEC POUR LA DÉMOCRATIE ET LA PAIX?**

Barack Obama, s'est rendu en Birmanie au mois de novembre dans le cadre du 25ème sommet de l'ASEAN. Sa 2nd visite officielle sur le sol birman était très attendue dans la mesure où les réformes qu'il avait tant célébrées en 2012, sont depuis restées au point mort lorsqu'elles n'ont pas fait marche arrière. obama visite Burma 2012

Au mois d'octobre, devant l'assemblée générale des Nations Unies, le rapporteur spécial pour les droits de l'homme en Birmanie a souligné des signes inquiétants de retours en arrière. Quelques jours avant l'arrivée du président américain, Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition, a estimé que le processus de réforme était au point mort depuis près de deux ans et a appelé les États-Unis à plus de vigilance, estimant que Washington semblait « trop optimiste ». Enfin, de nombreuses organisations d'étudiants, de travailleurs, d'activistes et de minorités ethniques ont adressé des lettres ouvertes au président américain pour mettre en lumière la persistance des violations des droits de l'homme dans le pays et lui demander de faire pression sur le gouvernement birman.

À son arrivée en Birmanie, Barack Obama a rencontré le président Thein Sein dans la nouvelle capitale, Nay Pyi Daw, ville sortie de la jungle en 2005 sur décision de la junte militaire et sans aucune consultation populaire. Il a ensuite rencontré Aung San Suu Kyi, chez elle, lieu emblématique où elle a passé des années assignée à résidence. Il a finalement déclaré, au sujet des réformes démocratiques, « *le travail n'est pas fini* », le processus n'est « *ni achevé, ni irréversible* ».

Alors que les élections nationales attendues depuis plus de cinquante ans par une société civile en ébullition, devraient avoir lieu dans moins d'un an, le président américain a appelé au côté de l'opposante, à des élections « *libres et équitables* ». Il a rajouté « *Le processus d'amendement de la constitution doit refléter davantage l'inclusion que l'exclusion. Par exemple, je ne comprends pas une disposition qui empêche quelqu'un de devenir président en raison de l'identité de ses enfants. Je trouve que cela n'a pas vraiment de sens.* »

Quelques jours plus tard, les autorités birmanes ont fait savoir qu'elles ne modifieraient pas la constitution avant les élections de novembre, montrant par ailleurs leur indifférence quant au discours du président Obama. La clause de la Constitution qui empêche Aung San Suu Kyi de briguer la présidence sera donc maintenue jusqu'en 2016 au moins, elle ne pourra donc pas être candidate si son parti politique, largement favori, remporte les élections législatives de 2015. La communauté internationale est avertie : les élections de novembre prochain ne seront ni justes et équitables.

La visite officielle de Barack Obama a également été très attendue par les organisations de défense de la minorité persécutée des Rohingyas. En effet, le gouvernement birman qui ne reconnaît pas leur nom, a demandé à la communauté internationale, à commencer par les États-Unis et l'ONU, de cesser d'utiliser le mot « Rohingya ». Barack Obama a mentionné publiquement le noms des Rohingyas, mais a simplement dénoncé "les discriminations" auxquelles ils sont exposés dans l'État d'Arakan, alors que les Nations Unies ont évoqué des signes avant-coureurs de génocide. Barack Obama a choisi de ne pas critiquer plus fermement la politique birmane pour protéger la politique extérieure américaine. Les États-Unis souhaitent en effet leur part du gâteau birman, ils veulent investir dans le pays pour profiter des ressources naturelles du pays, s'implanter durablement et contrebalancer l'influence économique chinoise en Birmanie.

La visite d'Obama bien qu'elle ait été largement attendue et médiatisée, n'aura malheureusement permis aucune avancée en terme de droits de l'homme, de démocratie et de paix.